MEETING DE LA CNCD ORAN

«La lutte se poursuit et nous tiendrons prochainement une marche»

Malgré l'interdiction de placarder des affiches annonçant le meeting autorisé de la CNCD Oran qui a eu lieu, ce jeudi, à la salle de cinéma El Feth, les organisateurs, qui se disent victimes d'entraves à la liberté d'expression et d'action, ont tenu malgré tout leur rencontre, considérant que ces entraves leur apprennent à adopter dans le futur d'autres mesures, toujours pacifiques, ne cesse-t-on de leur répéter.

Voulant se distinguer des meetings que bon nombre de citoyens rejettent, car ne leur ayant rien apporté, sauf, l'utilisation de la langue de bois qui s'est usée au fil du temps, nous dira un des membres de la CNCD Oran, celle-ci a opté pour une exposition sur les droits de l'homme dans le hall de la salle de cinéma. Il s'agit de différents panneaux où étaient accrochées différentes caricatures d'artistes illustrant des articles sur les droits de l'homme. A l'exemple de l'article 7 qui évoque l'exploitation de la femme, l'article 16 sur le principe de l'égalité, le 19 sur la liberté de la presse ou encore le 22 sur le droit à la sécurité sociale.

Au sujet de l'exposition présentée par l'un des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme et membre de la CNCD Oran, Babadji Messaoud, ce dernier rappellera qu'«une ONG EIP (Ecole instrument de paix) avait organisé une rencontre à laquelle avait participé des caricaturistes du monde entier, et où chacun devait représenter à travers la caricature des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est ainsi qu'on pouvait trouver d'excellentes illustrations de Plantu, Garnotte, Illary, Reymond, Batellier, Cavallo, Exem, Yasser Askar, Khaldoun Ghayla… que nous avons choisi d'exposer ici».

En parallèle, une exposition de caricatures illustrant la réalité algérienne, représentée par les caricaturistes le Hic, Dilem et Ayoub, a eu également lieu dans le hall de la salle de cinéma.

Ce n'est qu'aux environs de 15 heures que le meeting a débuté, les membres de la CNCD Oran ayant préféré, nous dit-on, laisser les participants prendre leur temps pour visiter l'exposition et poser des questions sur les droits de l'homme.

Dans la salle, après un bref exposé sur la coordination d'Oran, Kaddour Chouicha, l'un des membres de la Coordination, dira que «l'un des grands acquis de la CNCD, c'est celui d'avoir brisé le mur de la peur, car depuis beaucoup de citoyens osent dire leurs maux, jadis refoulés par peur ou par dépit». Par la suite, l'assistance a pu suivre une intervention entrant dans le cadre des droits civiques, notamment le droit de s'exprimer, de se réunir… sans être obligé de passer à chaque fois par la case «autorisation, et ce, dira l'intervenant, malgré la levée de l'état d'urgence, que même les policiers et l'administration n'arrivent pas à intégrer dans leur comportement avec les membres de la CNCD Oran et ne se référent pas aux articles de la Constitution».

S'agissant de l'option de la marche, les animateurs du meeting diront : «Nous voulons recouvrer le droit aux marches pacifiques pour revendiquer librement nos droits !»

Parallèlement au meeting de la CNCD Oran, la salle de cinéma Es Saâda a abrité un meeting organisé par la Coordination nationale des associations de soutien au programme du président de la République.

Cette programmation, coïncidant avec celle du meeting de la Coordination, est loin d'être un hasard, selon les membres de la CNCD-Oran. Ce qu'il y avait de commun entre ces deux meetings, ce sont les interventions des citoyens.

Dans les deux rencontres, ils expriment leur ras-le-bol d'une situation sociale qui leur pèse et de conditions de vie déplorables au niveau de tous les secteurs. «L'Algérien n'a plus peur de s'exprimer et n'attend de personne qu'il prenne la parole à sa place, car il veut être acteur de tous les changements pour une vie meilleure dans la dignité. C'est là la conviction de la CNCD Oran», conclut un des intervenants, tout en donnant rendez-vous aux citoyens à Bethioua, pour aujourd'hui à 14 heures, au niveau de la bibliothèque municipale, où aura lieu le premier meeting de la Coordination en dehors de la commune d'Oran.

Amel B.

MOSTAGANEM

Arrestation d'une militante de la Coordination des chômeurs

La représentante du Comité national de défense des droits des chômeurs à Mostaganem, Mme Touat Dalila, arrêtée, mercredi dernier, par la police et présentée devant le procureur de la République, sera finalement jugée le 26 mars prochain par le tribunal de Mostaganem.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -En soutien à cette représentante, le Comité de femmes, affilié au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), appelle à un rassemblement de protestation devant le tribunal de Mostaganem, le 26 mars prochain, date du procès.

Selon Mme Yamina Meghraoui, présidente du comité de femmes, Snapap, «cette arrestation est injuste et arbitraire». Cette dernière a précisé que Mme Touat distribuait des tracts sensibilisant les jeunes chômeurs et les travailleurs précaires à participer au rassemblement qui aura lieu, aujourd'hui, à la place des Martyrs, à Alger.

«Le pouvoir, toujours fidèle à ses méthodes d'intimidation et de répression, a, encore une fois, démontré son opposition à la démocratie et son obstination à fermer toutes les voies pacifiques aux mouvements du changement en Algérie. Le pouvoir démontre que ses déclarations et discours ne sont que leurres et mensonges», lit-on dans le communiqué rendu public par le Comité de femmes Snapap.

Le comité national de la défense des droits des chômeurs, créé le 6 février dernier, pour défendre les droits des chômeurs, revendique, entre autres, un travail décent, une allocation chômage à hauteur de 50% du SNMG pour tout demandeur d'emploi, l'amélioration de la qualité de service au niveau des différents dispositifs d'insertion professionnelle publics, la permanisation de tous les contractuels, (pré-emploi, filet social et tous les travailleurs précaires).

Cette organisation a déjà mené plusieurs rassemblements de protestation à Alger et ailleurs pour demander la satisfaction de ses revendications.

S. A.

ZEMMOURI

Un élu du PT et un citoyen assassinés

Le village de Hadj-Ahmed, localité au bord de la RN24 (Boumerdès/Dellys), dans la commune de Zemmouri (Boumerdès), a vécu l'horreur dans la nuit de jeudi dernier.

Deux hommes, agents de sécurité dans une ferme avicole de la région de Legata, commune limitrophe de Zemmouri (ex-Courbet), ont été froidement assassinés par un groupe terroriste d'Aqmi. Il s'agit, selon nos informations, de B. Ali, 60 ans, gendarme en retraite, membre de l'APC de Zemmouri, élu du Parti des travailleurs (PT). La seconde victime est âgée d'une trentaine d'années. L'attentat qui s'est déroulé, jeudi vers 18 h, aurait été commis par un groupe de 4 éléments armés. Les terroristes ont tiré avec des armes automatiques sur la Peugeot, dans laquelle circulaient les deux victimes. Il y a lieu de rappeler que le village de Hadj-Ahmed, situé à la lisière de l'immense forêt de Souicha, à cheval sur trois communes (Zemmouri, Legata et Cap-Djinet) est connu pour être le lieu de rendez-vous des pilleurs de sable qui viennent payer le droit de prélever du sable de plage des communes citées plus haut.

C'est en quelque sorte le service commercial par lequel la katibat El Arkam, qui écume le centre de la wilaya de Boumerdès, gère, par le biais de la seriat de Zemmouri, la rente provenant de ce pillage.

Cette richesse attise donc les convoitises des émirs qui ne lâchent plus leur emprise sur cette région côtière. Cet attentat vise, entre autres, à entretenir le climat de terreur qui règne sur l'embouchure de oued Isser.

Abachi L.

MEETING DE L'ALLIANCE NATIONALE

«Le changement est inéluctable»

L'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, a plaidé pour une mobilisation pour le changement du pouvoir, condamnant, ainsi la corruption et l'injustice. «Nous aspirons à un changement radical du pouvoir et non uniquement le changement de personnes», a-t-il dit lors du meeting organisé hier par l'Alliance nationale pour le changement (ANC), à la salle l'Atlas, à Alger.

Aspirant à la liberté et au changement, il affirmera que celui-ci se fera via «une levée effective de l'Etat d'urgence, l'ouverture du champ politique et du champ médiatique en créant des radios et des télévisions hors pouvoir».

Pour lui, il est temps de passer à une nouvelle République. «Le changement se concrétisera également en permettant aux jeunes et aux cadres d'occuper des postes de haute responsabilité et en préservant les richesses du pays», précisera-t-il encore.

Ahmed Benbitour estime que le changement est inéluctable. «Alors, autant le laisser se faire d'une manière pacifique», dira-t-il.

Et de poursuivre : «Il y a quatre leçons à retenir. Les expériences tunisienne et égyptienne, les dirigeants qui ne bénéficient plus de l'impunité en partant à l'étranger, les TIC qui sont devenues un important moyen de mobilisation de citoyens et, enfin, l'armée et les forces de l'ordre qui finissent toujours par se ranger du côté du peuple.»

De son côté, Tahar Benbaibèche, ancien président de l'Organisation des enfants de chouhada, précisera : «Ce n'est ni au pouvoir ni à l'ancienne génération de provoquer le changement. Il se fera par les jeunes et avec les jeunes.»

Evoquant le phénomène de la harga, il estimera que «c'est le fruit de l'échec d'une succession de politiques».

Il s'est également interrogé sur le refus de délivrer des agréments à de nouvelles formations politiques, après la levée de l'état d'urgence.

Entamant son intervention par «Régime, partez !», le président du Rassemblement populaire pour le renouveau, Abdelkader Merbah, a, pour sa part, affirmé que le système a déjà reçu plusieurs messages. Et de citer les évènements du 5 Octobre 1988, la mort du jeune Massinissa à Tizi-Ouzou, qui a engendré le retrait de la Gendarmerie nationale de la Kabylie et, enfin, les émeutes du 3 janvier dernier.

«Ces dernières émeutes ont été attribuées aux prix élevés du sucre et de l'huile. Mais ce n'est pas le cas car nos enfants ne raisonnent pas avec leur ventre mais avec leur tête.

Ils ne sont pas comme ce système qui ne réfléchit qu'avec son ventre.»

Pour rappel, l'Alliance est composée des représentants du Mouvement El Islah, du Mouvement pour la prédication et le changement, du Mouvement El Infitah, ainsi que de l'ex-chef du gouvernement, Ahmed Benbitour.

Rym Nasri

SITUATION SÉCURITAIRE À TIZI-OUZOU

Incursion terroriste aux Ouacifs

Selon une source sécuritaire, dans la soirée de jeudi, vers 22 heures, deux terroristes armés de kalachnikovs ont fait irruption au centre-ville des Ouacifs, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou.

Selon la même source, les deux terroristes ont délesté un des rares commerçants encore ouvert à ce moment de près de trois millions de centimes. Les deux terroristes ont disparu dans la nature aussi vite qu'ils avaient fait leur apparition.

On rappellera qu'il y a moins d'un mois, une information, que des sources officielles n'ont pas voulu confirmer, faisait état de la mise hors d'état de nuire, dans les bois séparant Béni-Yenni des Ouacifs, de deux terroristes sur lesquels deux kalachnikovs auraient été récupérées.

A. M.

Une bombe artisanale désamorcée à Tigzirt

Une bombe artisanale a été découverte dans l'après-midi de mercredi par un citoyen, au lieudit Hagga, à quelque deux kilomètres au sud-ouest de Tigzirt, sur la RN 124.

L'engin explosif en question a été désamorcé, dans l'après-midi de jeudi.

Pour rappel, huit éléments de la BMPJ ont péri dans une embuscade tendue par les criminels de l'ex-GSPC, il y a une dizaine d'années, à l'endroit précis où la bombe a été découverte mercredi dernier.

Après une accalmie de plusieurs mois, ceux qui se font appeler Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) signalent de nouveau leur présence dans cette région nord de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Enfin, nous pouvons dire, et sans aucun risque de nous tromper, que la découverte de cet engin destiné à semer la mort et l'intervention des services de sécurité, alertés à temps, ont permis d'éviter un carnage certain.

K. B.

Pilonnage des maquis d'Asla à Bouzeguène

Une compagnie de l'ANP a abondamment pilonné à la mitrailleuse lourde les maquis d'Asla, enclave située entre Bouzeguène et Ifigha, tôt dans la matinée de jeudi.

Aux tirs entendus à des kilomètres à la ronde, a succédé une opération de ratissage de ces fourrés inextricables renfermant des casemates du FLN durant la guerre de Libération nationale. Le pilonnage était effectué en amont de la CW 251 surplombant les maquis, offrant une vue plongeante de la zone qui a, maintes fois, fait l'objet d'opérations similaires au cours desquelles des casemates réinvesties par des terroristes avaient été découvertes. L'opération de jeudi, dont on ignore le bilan, a pris fin vers 14 heures.

S. H.